

Examinons ce qui se passait avant que ces programmes ne soient imposés au gouvernement. Les hôpitaux provinciaux fonctionnaient à très grands frais dans des petites agglomérations. Ils avaient d'excellents médecins mais pour amener ces établissements aux normes exigées par le gouvernement fédéral, des municipalités ont dû se ruiner. La responsabilité est donc passée du niveau municipal au niveau provincial, au Nouveau-Brunswick, mais le coût de ce changement a été considérable. C'était à prédire. Évidemment, si un hôpital se construit dans une localité à une extrémité de l'Île du Prince-Édouard, les gens de l'autre bout de l'Île vont vouloir eux aussi leur hôpital. C'est ce qui s'est produit avec le programme de santé du Canada. On a assisté à une grimpe des coûts, chaque collectivité voulant être traitée sur le même pied que l'autre. Il aurait fallu prévoir et établir un budget en fonction de cette situation et nous n'aurions pas été amenés à des coupures aussi drastiques.

Le malheur dans le cas du programme fédéral de sécurité sociale, c'est qu'il agit comme un rouleau compresseur. Je suis sûr que le ministre des Affaires des anciens combattants (M. MacDonald) sait bien ce qui se passe quand on a un champ de grain, que l'on nivelle au rouleau: on pousse simplement le haut vers le bas, on ne cherche pas à tirer le bas vers le haut.

Le manque d'encouragement dans les programmes de recherche et les restrictions imposées par le gouvernement au niveau privé a produit l'effet du rouleau dans le champ de la médecine et des soins hospitaliers. Il a cherché à faire niveler le terrain, mais c'est du nivellement de surface seulement.

Je n'ai pas écouté toutes les interventions, monsieur l'Orateur, mais j'en ai lu la plupart. Le gouvernement n'a pas fait grand-chose dans le domaine de la recherche, comme on l'a fait remarquer à plusieurs reprises et particulièrement en gériatrie, en pédiatrie et dans le traitement du cancer. Le gouvernement devrait y consacrer plus d'argent. C'est par la recherche qu'on peut espérer faire ces économies, sans porter préjudice à la santé. Il faudrait accorder une importance plus grande à la recherche qu'à un programme de diminution des dépenses. Les restrictions ne devraient pas toucher les soins médicaux et la recherche.

● (1730)

Il nous faudrait des programmes de recherche dans le domaine de la prévention médicale, et les autres pays s'y intéressent bien plus que nous. Le Royaume-Uni a connu le même genre de problème. Les soins de santé se sont à coup sûr détériorés depuis que nous avons instauré ce genre de régime. Nous devrions profiter de l'expérience des autres pays. Lorsque nous avons instauré ce régime, nous aurions dû nous assurer qu'il était subventionné, édifié et appliqué correctement, pour éviter d'en arriver à un appauvrissement des soins de santé, et c'est bien là les conséquences certaines de ce genre de mesure.

Il est temps que le gouvernement pense à l'avenir. Il est temps qu'il commence à faire des recommandations, à adopter des politiques et à faire des propositions, pas seulement pour tirer les cordons de la bourse, mais pour étudier en profondeur toutes les perspectives possibles. Il doit envisager toutes les manières de faire des économies.

Le député de Hillsborough a parlé du rapport Rowell-Sirois qui présentait un grand nombre de recommandations, certaines ridicules, et d'autres assez réalistes. Le gouvernement n'a pas tenu compte de celle que le député

Soins médicaux—Loi

de Hillsborough a rappelée et selon laquelle, le gouvernement du Canada devrait, pour ceux qui sont dans le besoin, faire le partage des frais de la façon la plus économique possible. Les provinces et les municipalités peuvent édicter leurs propres règlements, gérer leurs propres affaires, et réaliser les plus grandes économies. C'est précisément sur ce point que le gouvernement du Canada devrait longuement réfléchir.

Il est impossible de prendre un avion pour se rendre chez soi en fin de semaine, ou pour voyager, sans rencontrer dans une capitale provinciale un nombre considérable de fonctionnaires provinciaux qui se rendent à Ottawa pour discuter de Dieu sait quoi, et entre autres de l'assurance-maladie, des versements affectés aux soins médicaux, du MEER, de l'ARDA et ainsi de suite.

A mon avis, tous les partis devraient étudier le rapport Rowell-Sirois. Nous devons commencer à trouver des façons et moyens de ramener les gens sur terre à leurs bureaux. Nous devons dépenser l'argent là où il est requis. Les règlements doivent être établis par les gens qui vont le dépenser. Les municipalités et les provinces devraient être libres de la responsabilité écrasante de confirmer les lois adoptées par le gouvernement du Canada. Un député provincial aujourd'hui n'est pas beaucoup plus qu'un tampon, que ce soit dans le domaine du travail, des transports, de la santé, de l'éducation ou de l'assurance. Il siège à une législature et se fait dire par un ministre que tel ou tel bill doit être adopté pour se conformer aux règlements adoptés par le gouvernement du Canada.

S'il y a une raison plus que toute autre pour laquelle je voulais venir ici, c'était parce que j'espérais pouvoir influencer la Chambre pour qu'elle instaure la responsabilité de l'administration là où elle appartient, à savoir au niveau local, dans la plus grande mesure possible. Les autorités locales d'un village, d'une municipalité ou d'une ville sont directement comptables aux électeurs qui savent comment cet argent est dépensé. En fait, ils doivent en trouver un peu eux-mêmes. C'est là qu'on fait attention à la façon de dépenser.

Toutefois, tant et aussi longtemps que le gouvernement du Canada établira les règles et règlements et attachera des conditions à ses subventions, que ce soit dans le domaine de la santé ou tout autre, il y aura un gaspillage d'argent que nous ne pouvons pas nous permettre. C'est ce qui se passe actuellement dans tous ces domaines. Je soutiens que nous devrions adhérer au rapport Rowell-Sirois. Distribuons l'argent aux gouvernements provinciaux et laissons-les administrer.

Si les provinces n'avaient pas à acheter les billets d'avion pour venir négocier à Ottawa, elles économiseraient des dizaines de millions de dollars. Le gouvernement du Canada n'aurait pas alors à réduire les sommes d'argent à dépenser pour les soins médicaux.

Aucun gouvernement n'a présenté un bill plus inexcusable ou cruel que celui-ci. Très peu auraient pu être d'avantage prévisibles. Quand le gouvernement du Canada est entré dans le domaine de l'hospitalisation et des soins médicaux, on lui a notamment signalé le rapport préparé par un groupe d'Américains. Ils ont étudié très minutieusement leur capacité économique de soutenir un programme comparable au nôtre. Le rapport précisait qu'il fallait offrir de l'aide médicale aux sinistrés et qu'il fallait payer la totalité des frais de ceux qui se situaient au-dessous d'un certain niveau de revenu.